

à

Monsieur Nicolas Sarkozy  
Président de la République Française  
Palais de l'Élysée  
55, rue du Faubourg Saint Honoré  
75008 Paris

Objet : Quelques éléments d'appréciation de la détresse des amérindiens du Haut-Maroni (sous forme de lettre ouverte)

Monsieur le Président de la République,

Suite à notre mission (du 20/01 au 03/02) dans le Haut-Maroni, dont un des objets était la restitution, auprès des populations amérindiennes, des résultats de notre dernière campagne d'analyses mercure de septembre dernier, nous vous adressons un résumé de nos observations.

Taux d'imprégnation mercure des populations : les niveaux de pollution sont toujours aussi élevés avec des personnes (dont de très jeunes enfants) ayant des taux de mercure supérieurs à 15 voire 20 µg/g de cheveu (analyses effectuées par le NIMD - Japon), soit 1,5 à 2 fois les seuils OMS. Toutefois nos campagnes de prévention individualisées (depuis 2005) portent leurs fruits.

Activité des orpailleurs illégaux sur la zone Tampoc/Waki : Un comptage des pirogues, effectué entre le 22 octobre et le 03 février par des villageois d'Elahé et de Kayodé et par nos soins, donne les chiffres suivants : **plus de 240 pirogues** d'orpailleurs sont montées vers les sites illégaux (situés dans la zone du Parc National de Guyane). L'observation du contenu des pirogues (sur un échantillonnage effectué en janvier) révèle l'acheminement, sur la période de comptage, de **plus de 200 tonnes de gaz-oil, plus de 100 tonnes d'essence**, environ **60 tonnes de matériel** (pompes, lances monitors, quads, ...) et **80 tonnes de ravitaillement** (dont beaucoup de bétail vivant). Les transporteurs sont souvent des Noirs-Marrons D'jukas (selon les amérindiens des villages et nos observations), le point d'affrètement étant la plupart du temps le village de 'Cavana Fo' au Surinam (à 10 mn en aval de Maripasoula). Nous avons aussi vu plusieurs bouteilles de mercure à Degrad Roche.

Perception du rôle des représentants de l'Etat par les amérindiens : La Gendarmerie de Maripasoula se refuse à enregistrer les plaintes des amérindiens (comme par exemple en 2006 lors du vol de 6 de leurs moteurs par des orpailleurs, le dédommagement partiel du vol s'étant traduit par un début de remboursement en or par les orpailleurs et un prélèvement en nature sur le passage des pirogues par les amérindiens, traduit par les autorités et les médias comme étant du racket des amérindiens !!!, ou en octobre dernier lorsqu'ils se sont fait tirer dessus (ainsi que les enseignants) par les orpailleurs). Ils sont aussi victimes de comportements racistes à leur égard comme lors d'interrogatoires discriminatoires en octobre 2007.

Dans le même temps les gendarmes de Maripasoula affirment ne disposer d'aucun moyen permettant d'assurer la sécurité des populations amérindiennes.

Les militaires du RIMA basés à Maripasoula n'effectuent aucune action de sécurisation des populations, leur rôle se limitant à faire du comptage sur les sites illégaux (lorsqu'ils les trouvent car leur inexpérience du terrain est flagrante). Leur arrivée sur le terrain a toujours été annoncée par radio par des vigies dès leur départ de Maripasoula (donnant quelques heures aux orpailleurs pour camoufler leur matériel). Il leur serait pourtant facile de compter les pirogues d'orpailleurs, celles-ci passant systématiquement à une vingtaine de mètres de leur campement, et d'en évaluer le contenu à la jumelle (ou en les photographiant).

*"Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer et nous refusons de l'admettre. L'humanité souffre. Elle souffre de mal-développement, au Nord comme au Sud, et nous sommes indifférents. La terre et l'humanité sont en péril et nous en sommes tous responsables"*

La sécurité dans la zone Tampoc du Parc : De nombreux meurtres (au moins un ou plusieurs par semaine) ont lieu parmi les clandestins sur le sol français dans l'indifférence de la Gendarmerie, comme quoi le pays des droits de l'Homme semble considérer qu'un clandestin n'est pas un homme. Presque quotidiennement des clandestins arrivent au dispensaire de Maripasoula pour subir des soins consécutifs à des tentatives de meurtres ou des rixes, le plus souvent avec des armes blanches.

Les amérindiens des villages d'Elahé et Kayodé sont régulièrement menacés par des orpailleurs avec des armes automatiques. Leur peur commence à être supplantée par un sentiment de rébellion devant l'indifférence de l'Etat à assurer leur protection.

Enfin à la veille de la définition de la Charte devant régir le Parc National de Guyane (créé en 2007), il apparaît inconcevable d'y autoriser l'orpaillage (même dans les zones de libre adhésion définies contre la volonté des populations locales mais sous la pression du lobby minier guyanais), auquel cas tous les sites illégaux actuels deviendraient légaux et accentueraient la destruction de la faune piscicole (voir rapport Hydreco sur les MES) et la faune terrestre par les actions de prédation des orpailleurs (chasse massive) avec comme corollaire la destruction des ressources vitales des populations autochtones locales. Le mercure inorganique (naturel et anthropique) serait activé par le lessivage des sols et, en prenant une forme organique (processus de bio-transformation et de bio-accumulation), empoisonnerait les populations (voir le rapport de la 8ème Conférence internationale sur le mercure – USA 2006 - et ses incidences sur la santé) avec des séquelles irréversibles (atteintes neurologiques motrices et cognitives) chez les jeunes enfants touchés.

Pour toutes ces raisons, les chefs coutumiers des villages d'Elahé et de Kayodé nous ont mandatés (sous forme d'une demande écrite signée en plusieurs exemplaires) pour **exercer une action en justice**, auprès d'instances internationales, relative à la destruction de leurs ressources vitales, les conséquences de l'orpaillage sur leur mode de vie et leur santé et à leur non protection par l'Etat français.

Nous restons à votre disposition pour vous fournir toutes les informations nécessaires à la prise en compte des justes revendications des populations Wayana et Teko du Haut-Maroni et comptons sur votre humanité et votre souci d'équité pour que ces peuples en pleine détresse, qui se sentent humiliés et abandonnés, ne soient pas considérés comme des sous-citoyens.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, notre plus haute considération.

Solidarité Guyane

*"Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer et nous refusons de l'admettre. L'humanité souffre. Elle souffre de mal-développement, au Nord comme au Sud, et nous sommes indifférents. La terre et l'humanité sont en péril et nous en sommes tous responsables"*

© Jacques Chirac – Sommet mondial de Johannesburg – 02 septembre 2002